

GENEVE

LE RÉVEIL

anarchiste

Les mahométans
s'acharnent à
conquérir Madrid
au Christ-Roi

REDACTION ET ADMINISTRATION :
Rue des Savoises, 6
GENEVE

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Le numéro : 15 centimes

COMPTE DE CHEQUES POSTAUX
Le Réveil, No I. 4662. Genève

SUISSE ET UNION POSTALE
Abonnement : Une année, fr. 5.—
Six mois, fr. 2,50

EN ESPAGNE

La bataille se déroule terrible dans les environs et aux portes mêmes de Madrid. Les Madrilènes, qui paraissent vouloir renouveler le lamentable spectacle de Saint-Sébastien, se sont ressaisis *in extremis*. La situation n'en demeure pas moins grave, mais l'espoir est encore permis. Nous éprouvons une véritable angoisse à relever même dans la presse antifasciste un certain abandon et la phrase défaitiste, malgré l'apparence du contraire, que « même la prise de Madrid ne mettrait pas fin à la guerre ». Sans doute non, mais à part l'horrible massacre qui s'ensuivrait, il y aurait là un succès fasciste aux plus fâcheuses conséquences.

La haine des anarchistes a trop longtemps aveuglé Largo Caballero et consorts. Ils se sont davantage acharnés contre les nôtres que contre les fascistes, dont ils n'ont pas eu soin de détruire méthodiquement tous les repaires. Mais ne récriminons pas; ils se sont enfin aperçus que sans les anarchistes, il n'y a pas de victoire possible, et mieux vaut tard que jamais. L'aide démocratique, escomptée sans nous, n'est pas venue; il ne restait plus qu'à accepter la collaboration loyale, décidée et généreuse des anarchistes. C'est fait et tout de suite un renouveau a paru soulever la capitale.

Aux applaudissements de toute la chrétienté, les fascistes cherchent par des bombardements aériens à semer la panique et la terreur dans une population qu'ils prétendent leur être acquise. Il y a pourtant quinze mille prisonniers à Madrid et ce serait peut-être le cas d'examiner s'il n'y a pas lieu d'égaliser le nombre de cadavres d'innocents par autant de coupables. Malgré leur sentimentalisme, les antifascistes n'en continuent pas moins à être accusés d'atrocités! Celles-ci ne serviraient à rien; mais la guerre, n'est en quelque sorte qu'un bilan de morts, dont il s'agit d'avoir le nombre le plus élevé à son actif. Personne chez nos chrétiens et civilisateurs ne l'a jamais comprise autrement.

Les chacals de notre presse neutre, entièrement acquise à Franco, se repaissent déjà à la pensée de la curée que Madrid vaincue leur apporterait.

Ainsi le *Journal de Genève* écrit :

Plusieurs journaux annoncent que les cabinets de Londres et de Paris auraient résolu de ne pas reconnaître, du moins pour l'instant, le gouvernement national. Ces journaux disent que le motif invoqué est que ce gouvernement n'est pas issu d'élections et s'instaure par la force. La raison alléguée cause, il faut bien le dire, une certaine surprise dans bien des milieux. Il est assez extraordinaire qu'on puisse considérer comme plus régulier et plus normal le gouvernement rouge, jusqu'ici dit de Madrid, qui n'est guère qu'un comité révolutionnaire ne subsistant dans une partie de l'Espagne que par la terreur. D'autre part, on rappelle que la troisième République française n'est pas du tout un régime issu d'élections, ce qui n'a pas empêché que son gouvernement fut reconnu de fait longtemps avant que l'Assemblée nationale fût élue et se fût réunie. Aussi est-il permis de penser que la raison invoquée pour ne pas reconnaître la situation de fait est bien étrange. En réalité, il est certain pour tout homme de bon sens que les nationaux paraissent représenter beaucoup plus légitimement l'Espagne que les rouges en fuite.

Quel langage amphigourique et quel bel échantillon de cette neutralité que le Conseil fédéral dit vouloir faire respecter! Les Marocains et la légion étrangère représentent sans doute beaucoup plus légitimement l'Espagne que la population espagnole elle-même. Reste à savoir comment l'armée fasciste, là où elle avait encore pour elle la sympathie de la population, a pu être vaincue ou chassée. Mais ne faisons pas l'honneur d'une discussion aux turpitudes de ce qui fut « l'organe des chancelleries » et n'est plus que l'organe des canailleries.

Hélas! la lutte reste particulièrement effrayante et dure. Chaque jour entasse les

cadavres par centaines et par milliers; avec le fascisme nous avons le retour au plus sombre moyen-âge dirigé et béni par la Papauté, dont les soi-disant Protestants ne sont autres que des enfants de chœur, des eunuques de la Chapelle Sixtine.

Nos camarades espagnols défendent le droit, la liberté et la justice dans ce que ces mots ont de plus vrai et plus élevé. Leur épopée, qu'elle qu'en soit l'issue — et nous croyons toujours qu'elle sera victorieuse — restera dans l'histoire comme l'un des plus glorieux efforts d'émancipation de notre pauvre humanité.

A propos du siège de Madrid

Ci-dessous, nous publions un article de notre vaillant compagnon A. D. Santillan, qui n'a pas craint d'assumer les lourdes responsabilités de la guerre.

Nous donnons cette traduction, car elle est le fond des entretiens angoissés que nous avons eu avec notre ami.

« Il faudra que nous parlions », disait très lentement Santillan. Il vient de soulever le voile, un jour cependant, il faudra dire toute la vérité contre ceux qui porteront la responsabilité des sacrifices des meilleurs enfants de la Péninsule.

Libéré du poids mort des politiciens usés par les compromis des Parlements, le fascisme sera vaincu et l'Espagne connaîtra une organisation sociale de justice et de liberté.

L. T.

L'arbre cache la forêt

par A. D. SANTILLAN

En Catalogne, à partir du 19 juillet tout un peuple sans distinction de partis, d'organisations, et en grande partie même de classes, a résisté bravement à l'avance des hordes fascistes, empêchant leur mauvaise besogne. Les distances de la veille ont disparu sans perte de personnalité pour personne. On mit de côté les préoccupations prédominantes des partis ou des organisations, sans renoncer aux idéaux et aux aspirations particulières; on comprit qu'une heure grave sonnait à l'horloge de l'histoire, et qu'une étroite et loyale coopération s'imposait. Et étroitement et loyalement, les anarchistes qui sont la fraction la plus nombreuse et la plus forte de Catalogne, ont coopéré avec ceux contre qui nous soutenions une lutte âpre et intense, avant les journées glorieuses. Nous avons embrassé l'ensemble de la forêt sans être aveuglés par l'arbre tout proche; nous avons compris la grandeur du problème à résoudre et nous nous sommes préparés à ce labeur. Jamais une unité si grande ne s'était vue dans la population catalane. Il s'est formé un peuple qui ressent en même temps ses douleurs, ses joies et ses aspirations, non pour une œuvre exclusivement nôtre, tous ayant contribué avec leur grain de sable et leurs profonds sentiments, lorsqu'ils n'y ont pas participé avec leur activité.

Dans cette grande communauté, les anarchistes n'ont pas perdu leur raison d'être; nous n'avons pas souillé notre drapeau, mais agrandi notre possibilité d'action, d'organisation et de réalisation. Nous avons compris que l'heure de la guerre au fascisme étant là, le sacrifice de tout ce que l'on possède et de tout ce que l'on est, s'imposait dans cette guerre sans quartier pour les vaincus. Trois mois de lutte, de souffrances, d'amertumes ont passé. La Catalogne continue à donner l'exemple d'une magnifique unité populaire, sociale; l'exemple d'un travail intensif, et d'une activité sans limites. Nous avions supposé que notre exemple servirait au reste de l'Espagne, afin d'abandonner pour le moment toute basse préoccupation, toute rivalité de partis, tout critère particulier. Non content de l'exemple, nous avons raisonné et nous avons exposé sur tous les tons et par tous les moyens nos aspirations, les aspirations de la Catalogne, d'une Catalogne solidaire de tous les Catalans.

Il faut déplorer la barrière d'opposition de

la politique des hommes de Madrid, hommes de la vieille école, de conceptions et de visions plus vieilles encore, imbus d'autorité, de centralisme, de prétentions absorbantes, ils ne pouvaient qu'aboutir à un absurde suicide. La politique de Madrid, l'officielle et la bureaucratique, s'est opposée au triomphe des forces populaires antifascistes et c'est sur elle que retombera la prolongation d'une guerre, source constante de ruines, de tragédies et de désastres. Tandis que la Catalogne a vu la forêt et a embrassé la communauté, les politiciens de Madrid se sont contentés de voir l'arbre tout proche et ses branches immédiates. Et c'est à cela que l'on doit l'état actuel des choses, premièrement, parce que pendant qu'ils laissaient entière liberté aux fascistes pour s'organiser, ils ne pensaient à nous que pour lutter contre la F.A.I. et la C.N.T., ensuite, non seulement parce qu'ils ne surent pas prendre l'offensive, mais même organiser la défense contre les généraux et les évêques factieux. Par cette incompétence nous sommes paralysés sur notre front et dans le reste de l'Espagne. Les dirigeants de l'Etat central, particulièrement de l'Etat actuel, se sont beaucoup plus préoccupés de rivalité entre les cénétistes et les ugétistes que des problèmes effectifs de la guerre et leurs décisions s'en sont ressenties par une attitude abracadabrante à l'égard de la F.A.I., excluant toute compréhension de la réalité. C'est le moment de dire que la politique de Madrid n'est pas la politique qui convient à l'Espagne en ce moment; ce n'est pas la politique qui mène à la victoire, au triomphe foudroyant, c'est la politique qui entraîne la démoralisation, la déroute des hommes ne pouvant se dégager en cette grave circonstance des caciques de partis ou d'organisations. Ce n'est pas de ceux-ci que nous avons besoin, car ils sont incapables de sacrifier à la guerre contre le fascisme tout ce qu'il y a à sacrifier. Après deux mois environ de gouvernement marxiste, avec des préoccupations mesquines de partis, on peut proclamer à haute voix que cette orientation doit cesser, parce qu'elle ne peut nous donner la victoire. Largo Caballero n'unit pas et même divise le peuple espagnol en cette heure critique, où toute l'Espagne doit se sentir unie, comme se sent unie la Catalogne.

(Traduit de *Solidaridad Obrera*.)

Pour nos camarades d'Espagne

	Total précédent	Fr. 2620.95
Bruggen: Liste 53, Lupi		32.—
Genève: Liste 90 Kropf 17, Dx Bt 5		22.—
Neuchâtel: Cavalleri		5.—
New Britain, Conn.: a mezzo Canzonetti		595.—
San Francisco, Calif.: a mezzo Albino		43.20
St. Gallen: fra' compagni		37.—
Toulouse, lista Sandro (42)		8.50
Wallenstadt, Ladiletli		5.—
Zurich: lista 27 Guido		17.—

Total au 10 novembre 3385.65

Cette liste reste ouverte. Les besoins de nos camarades ne diminuent pas, mais augmentent avec toutes les misères qu'entraîne avec elle la guerre. L'antifascisme n'avait jamais livré d'aussi grande bataille; nous devons être reconnaissants au peuple espagnol d'avoir fait ce que dans d'autres pays soi-disant plus évolués n'a même pas été essayé. Et cette reconnaissance doit se manifester d'une façon tangible par toutes les formes d'aide possible, entre autres en continuant à alimenter cette souscription.

Notre soirée.

Samedi dernier une petite soirée a eu lieu à notre Club L'Aurore au profit du journal. Le bénéfice net est de fr. 90.40 Merci à tous les camarades qui nous ont prêté leur dévoué concours et à tous ceux qui par leur présence ont assuré le succès de la soirée.

Hymne révolutionnaire espagnol

(HIJO DEL PUEBLO)

En 1889, les groupements libertaires en Espagne organisèrent le deuxième concours d'œuvres de propagande (secundo certamen socialista). Il s'agissait d'œuvres de vulgarisation sociologique et des prix étaient décernés aux auteurs des ouvrages jugés les meilleurs. A l'occasion de ce deuxième concours, un hymne figurait également parmi les sujets à examiner par un jury spécial composé de poètes et de musiciens. Le prix fut accordé à un jeune ouvrier d'Alicante, Ramon Carratala, la musique ayant été jugée d'une réelle beauté, digne d'être comparée à celle de la « Marseillaise ».

Ce chant révolutionnaire devint bientôt fort populaire en toute l'Espagne. Les travailleurs de Barcelone pendant la grève générale de 1891, les travailleurs andalous s'emparant de Xères en 1892, soutinrent leurs mouvements au chant de ces notes inspirées. Les victimes de la persécution monarchiste, militariste et clérical, les militants anarchistes arrêtés par dizaines de milliers, emprisonnés, torturés et conduits à l'échafaud sous le règne du royal macaque Alphonse XIII, pour faits de grève ou d'organisation clandestine, ou inculpés d'imaginaires complots (Alcala del Valle, affaire dite de la Mano Negra, émeutes populaires à Barcelone), endurèrent leurs souffrances et affrontèrent le supplice au chant de cet hymne défendu en Espagne.

La révolution de juillet 1936 l'a rendu à nouveau populaire et les notes fatidiques et entraînantes de l'hymne libertaire de Carratala, « Hijo del pueblo », sont chantées et jouées dans les manifestations publiques de la Catalogne nouvelle, insurgée contre le fascisme sanguinaire et libérée de la domination capitaliste, militaire et clérical.

La traduction française ci-dessous des paroles de l'hymne original date d'avant la guerre et est tirée de l'Almanach de la Révolution, publié alors par notre camarade Paul Delesalle.

I
Enfant du peuple qu'oppriment des chaînes,
C'est ton destin, travailler et souffrir!
Puisque ta vie est un tissu de peines,
Plutôt qu'esclave préfère mourir.
Nos fiers tyrans cruels et sanguinaires,
Qui veulent asservir l'humanité,
Seront écrasés par les libertaires,
Aux cris d'amour, travail et liberté!

Refrain :

Rouge drapeau, conduis nos pas,
Sois notre guide dans les combats.
Prêtres, banquiers, juges, tyrans,
Barrent la route, rompons leurs rangs.
Peuple opprimé, réveille-toi,
Pour ton bonheur lutte avec foi.
Pour le présent, pour l'avenir,
Sachons combattre, sachons mourir!

II

Comme le grain, toujours les prolétaires,
Sont sous la meule écrasés par milliers;
Soyons unis et les tortionnaires
En un instant seront tous dispersés.
Durs travailleurs battus par la tourmente,
Ne craignez rien, on ne meurt qu'une fois.
Montez, montez, comme la mer grondante;
Les jours ont fui des prêtres et des rois!

Au refrain.

AVIS

aux lecteurs de la presse libertaire de langue française de France, Belgique et Suisse

Nous prions les auditeurs de l'émission française Radio C.N.T.-F.A.I.-ECN 1, Barcelone, de nous faire connaître par lettre les conditions dans lesquelles ils reçoivent notre émission et de nous en signaler les déficiences.

Nous émettons sur 42 m. 88 de longueur d'ondes, fréquence 6995 kilocycles.

Notre émission en langue française a lieu tous les jours de 22 h. à 22 h. 30 (heure française).

Notre adresse est: Radio C.N.T.-F.A.I., Via Layetana 32, Barcelona (Espagne). Emission en langue française.

Prendre position

E.-Paul Graber publie dans *La Sentinelle* un article dont franchement nous ne comprenons pas trop bien la conclusion que voici :

Plus les hommes semblent proches, plus les haines qui sourdent du désordre et des oppositions actuelles sont féroces. Une camarade d'Espagne, que je vis il y a quelques jours, une universitaire, me disait en me parlant de son pays: « Je ne pouvais plus y respirer, je me sentais baigner dans le sang, jusque-là! Songez, ajoutait-elle, que je connais des villages paysans où les fascistes, en arrivant, ont réuni la population tout entière sur la place, ont mitraillé dans le tas, ont recouvert le monceau de cadavres et d'agonisants d'essence et y ont mis le feu! Et, a-t-elle continué, de notre côté aussi, la cruauté finit par gagner du terrain: on a fusillé et fusillé combien d'adversaires! »

De quel côté qu'elle vienne, la cruauté est inexorable et inexpiable, c'est un crime de lèse-humanité. Il faut la condamner sans réserve, comme un des pires dangers menaçant les meilleurs biens de la race.

Mais la folie qui passe est si grande! La voix de ceux qui s'élèvent contre la violence, contre la cruauté, contre la destruction des êtres humains par le fer, le feu, la poudre ou le gaz se heurte aux instincts enfantis par le désespoir des uns et le fanatisme des autres, elle clame dans le désert où l'humanité s'est perdue.

Graber et sa camarade espagnole veulent-ils mettre sur le même pied fascistes et antifascistes, comme les Etats démocratiques l'ont fait d'emblée pour les généraux félons et le gouvernement régulier? L'attitude deviendrait-il aussi coupable que l'agresseur, s'il recourt aux seuls moyens valables contre une agression meurtrière?

« De quel côté qu'elle vienne, la cruauté est inexorable et inexpiable, c'est un crime de lèse-humanité. » Que faut-il entendre par cruauté? Le fait de supprimer des hommes qui, grassement entretenus par la collectivité pour la défendre, un vilain jour se mettent à l'exterminer? La guerre est à n'en pas douter un crime de lèse-humanité, mais pour ceux qui la déclenchent et non pour ceux qui la subissent. Faudrait-il se résigner à un large massacre d'abord et à l'esclavage pour les survivants ensuite?

Que la camarade d'Espagne obtienne que Franco et toutes ses bandes renoncent à la guerre et se retirent au Portugal et les cruautés prendront fin. Mais aussi longtemps qu'ils mettent à feu et à sang tout un pays, la résistance la plus farouche s'impose, à moins de se résigner à une bouche-rie dix fois plus grande que celle de la Commune, sans compter les répercussions internationales fascistes, dont Graber pourrait être à son tour victime.

Un romancier italien fort célèbre, Manzoni, dont nous ne retrouvons pas en ce moment la citation exacte, a fort bien dit que le plus grand mal dû au méchant, ce n'est pas celui qu'il commet lui-même, mais le fait de rendre méchants les bons aussi. Il n'en est pas moins évident que le coupable n'est pas l'homme rendu méchant pour sauvegarder sa vie et sa liberté.

Franchement, nous n'aimons guère ceux qui, surtout en une période comme la nôtre, voudraient tenir la balance égale entre les deux forces en présence. L'attitude « au-dessus de la mêlée » n'est guère admissible dans la tragédie d'Espagne, d'autant plus qu'elle est en somme un commencement de justification des pires canailles que la terre porte, en laissant entendre que le peuple espagnol ne vaudrait en définitive pas beaucoup mieux que ses infâmes généraux.

Certains gémissements nous rappellent trop ceux du Pape à la veille de la guerre d'Ethiopie, qu'il a laissés ensuite encourager et bénir par tout son clergé. Nous voulons bien croire qu'ils ne sont pas de même nature, mais en somme lorsque la presque totalité de la presse bourgeoise dénonce les soi-disant « atrocités » des révolutionnaires espagnols, coupables de légitime défense, sans un mot de blâme pour les horreurs bien prouvées des fascistes, le rôle de la presse ouvrière et socialiste devrait être celui de prendre fait et cause pour tout un peuple malheureux et non de lui reprocher de prétendus excès dans une résistance à des assassinats de villages entiers et à des menaces si terrifiantes suivies d'exécutions féroces, que toutes mesures encore plus de sécurité que de représailles s'expliquent fort bien.

Graber peut être sûr que son article ne touchera en rien les bourgeois, qui continueront à louer et à aider de leur mieux Franco et ses bandes d'assassins, en souhaitant qu'il leur soit donné de faire un « nettoyage », autant dire une extermination aussi étendue que possible. C'est ce que tous nos chrétiens, nos fascistes, nos radicaux, nos frontistes attendent avec une haineuse impatience. Pourquoi ne pas souffler directement et ouvertement une telle tourbe haineuse, qui elle ne veut rien entendre de

Les élections

Nous en parlons, non seulement avant l'élection qui sera la plus disputée, celle du gouvernement, mais aussi avant l'élection des députés au Grand Conseil. Quels que soient les résultats, la crise continuera à sévir et les chômeurs aussi bien que les travailleurs en seront toujours les victimes. Il serait donc de toute urgence de bien le faire comprendre à ces dernières, sans leur donner d'autres dangereuses illusions.

Le fait que la réaction mise beaucoup sur ces élections pour se livrer, au nom même de la majorité populaire, à une besogne de répression fasciste, illégale, anticonstitutionnelle, engage beaucoup à voter socialiste. Mais le triomphe électoral suffira-t-il à garantir droits et libertés, sur lesquels le gouvernement fédéral a le premier et le dernier mot à dire, mots qui sont de plus en plus fascistes? Les milliers d'individus qu'on arrive à remuer pendant quelques semaines ne tardent pas à retomber dans l'apathie, faite aussi bien d'une vague conscience de l'impuissance parlementaire et gouvernementale — pour le bien du moins car pour le mal la machine légale fonctionne toujours à plein rendement — que de l'habitude prise d'espérer, d'attendre, de s'en rapporter aux élus, au lieu de recourir à une continue action directe de tous et de chacun.

La lutte est bien, comme désormais partout, entre fascistes et antifascistes. Les partis bourgeois sont unanimes à témoigner leur sympathie et leur appui même au sinistre fascisme espagnol, qui se propose un véritable retour au moyen-âge. La salade de partis baptisés « nationaux », tout en étant directement inspirés par la Cité du Vatican, Rome ou Berlin, comprend catholiques et calvinistes, juifs et antisémites, francs-maçons et ennemis de la Maçonnerie, cléricaux et radicaux, mussoliniens et hitlériens, démocrates et aristocrates, patriotes et irrédentistes, communiants tous dans la haine du socialisme, d'un socialisme qui a renoncé à être tel, pour se muer en Front populaire.

Front populaire qui, en Suisse et à Genève surtout, manque absolument de ces éléments qu'il a pu grouper en Espagne, en France et peut-être ailleurs. A Genève, nous n'avons qu'une ridicule alliance socialo-communiste. Les socialistes représentant un groupement cinquante fois plus nombreux que les communistes n'avaient qu'à offrir à ces derniers si fêrus d'unité d'entrer dans leurs rangs. Au lieu de cela, nous avons une unité restant quand même divisée en deux partis!

A remarquer que si les bolchevistes pendant presque une vingtaine d'années ont fait la campagne la plus haineuse contre les socialistes qu'ils se proposaient de supplanter, Nicole, lui, a particulièrement attaqué ces francs-maçons, ces radicaux de gauche, ces esprits indépendants auxquels il voudrait faire appel aujourd'hui. C'est dire que ce n'est pas uniquement du côté bourgeois qu'on nage dans l'incohérence. La défense de la liberté, de la démocratie, de la justice par l'avocat Jean Vincent paraît bien étrange, puisqu'il croit que de tout cela il faut par contre se passer en Russie. Là nous avons non seulement à admettre mais à louer que pour un seul attentat, bien individuel d'ailleurs, celui contre Kirov, environ cent cinquante personnes aient été fusillées. Et il s'agit d'un pays nullement en guerre, nullement troublé par les maux des pays capitalistes et où toutes les couches de la population sont particulièrement heureuses, enthousiastes, attachées au nouveau régime. Quelle hécatombe aurions-nous donc eue si ce régime n'avait pas, comme l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, joui d'une popularité immense.

Toutefois les socialistes bénéficient naturellement de l'incroyable mauvaise foi, turpitude, canaillerie et infamie dont font preuve les débris des anciens partis bourgeois. Il se produit chez eux une véritable course à l'ignominie. Nous avons lu, nous ne savons plus où, le cas de prostituées cherchant à se surpasser entr'elles dans la pire obscénité. C'est le spectacle que nous offrent nos gens de l'ordre, de la confiance, de la morale, des valeurs spirituelles, de la discipline, de l'autorité, de la religion et d'autres impostures en tous genres.

Le monde politique bourgeois n'a jamais été un exemple de propreté, mais il atteint aujourd'hui le dernier degré de la corruption. Et nous ne croyons guère que la nécessaire purification pourra s'opérer par de simples bulletins de vote, d'autant plus que les fascistes opposent à un pays légal le pays réel, autrement dit des bandes qui ne s'en tiennent pas à la légalité. C'est cela qu'il faut avoir surtout présent en période électorale.

L. BERTONI.

la grande pitié humaine et à la demande *Quo vadis?* répond: A l'écrasement de tout droit, de toute liberté, de toute justice!

L. B.

Vers le fascisme

Le 3 courant, le Conseil fédéral suisse a accouché d'un nouvel arrêté fasciste qui mérite quelques commentaires de notre part. Donnons-le article par article.

Article premier. — Le ministère public de la Confédération est chargé, en liaison avec les autorités douanières et l'administration des postes, télégraphes et téléphones, de confisquer tous les journaux, écrits et autre matériel de propagande importés en Suisse qui présentent un caractère communiste, anarchiste, antimilitariste ou antireligieux.

Devront de même être confisqués les imprimés et les écrits multipliés par un autre procédé, en particulier les feuilles volantes, les journaux d'entreprise ou de cellule, les images et autres représentations semblables qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure du pays ou la tranquillité et l'ordre publics.

Nous voilà dûment prévenus car si les publications communistes, anarchistes, antimilitaristes ou antireligieuses provenant de l'étranger ne sont plus admises, le même sort sera logiquement réservé aux publications de même nature paraissant en Suisse. C'est d'un seul coup frapper toute la presse qui n'est pas strictement fasciste ou religieuse, car la presse socialiste aussi ne pourra manquer de faire de l'anticapitalisme donc du communisme, de critiquer l'état-major et les dépenses militaires, ce qui est aussi de l'antimilitarisme, de s'en prendre à telle ou telle autorité comme l'anarchisme et de dénoncer la réaction politique sous le masque de la religion, délit antireligieux bien caractérisé.

Remarquons en passant que toutes les publications sans caractère confessionnel, de même que nombre de publications scientifiques ou philosophiques sont implicitement antireligieuses. Avec le texte ci-dessus, il est permis d'aller très loin, aussi loin que Pie XI peut le demander à son ouaille fidèle Motta.

Voici le deuxième article, chef-d'œuvre de français fédéral et de bafouillage :

Art. 2. — Toute activité est interdite à l'organisation dénommée « Secours rouge suisse, section du Secours rouge international ».

Les fonctionnaires et employés de police de la Confédération et des cantons doivent contrôler et surveiller l'activité du « Secours rouge ». Les agents du « Secours rouge » sont tenus de donner tout renseignement demandé et de produire les pièces relatives à l'activité de l'organisme.

Le Conseil fédéral dissoudra le « Secours rouge » si les renseignements sont refusés, si de faux renseignements sont donnés ou si une activité politique ou un acte illégal sont constatés.

Donc toute activité est interdite au Secours rouge, mais un contrôle et une surveillance seront établis pour cette activité interdite, et ses agents interdits aussi auront à fournir pièces et renseignements sur ce qu'ils ne pourront plus faire.

Pour notre Conseil fédéral, interdire toute activité — nous disons bien toute activité — à une institution, ce n'est pas la dissoudre. Pourvu de ne plus exercer aucune activité, le reste vous est permis.

Tout cela ressemble étrangement à du « petit nègre ».

Continuons à citer :

Art. 3. — Les cours d'initiation à la propagande ou à la tactique communiste sont interdits.

Les autorités de police des cantons sont chargées de défendre ou de supprimer les cours de ce genre.

Au besoin, le Département fédéral de justice et police prendra ces mesures.

Ces fameux cours ont une certaine analogie avec l'instruction religieuse. De pauvres diables s'entendent répéter comme vérités acquises et définitives de simples hypothèses, le plus souvent démenties par les faits. A preuve les « nouveaux tournants » que les bolchevistes se réservent d'exécuter. Mais quoi qu'il en soit nous ne voyons pas pourquoi, alors qu'un siècle durant on a enseigné librement une politique et une économie aboutissant à la guerre et à la banqueroute, il ne serait pas permis d'élucider une théorie qui en prévision de cela précisément esquivait, assez vaguement d'ailleurs, une économie et une politique nouvelles. A ce compte-là, défense d'étudier les sciences politiques et économiques sinon dans le sens imposé par le Conseil fédéral.

A remarquer que le Conseil fédéral, crainte que quelques autorités cantonales n'appliquent pas une interdiction aussi idiote, se réserve de le faire directement.

Hélas! ce n'est pas encore tout :

Art. 4. — Les autorités de police des cantons doivent interdire les assemblées et manifestations communistes lorsqu'il y a lieu d'admettre qu'elles troubleraient l'ordre public ou mettraient en danger la sûreté du pays.

Au besoin, le Conseil fédéral prononcera l'interdiction.

Le gouvernement fédéral s'offre ainsi de se substituer aux gouvernements cantonaux défaillants, qui se sentiraient par trop attachés aux droits constitutionnels.

Inutile de demander une notion claire et précise de ce qu'il faut entendre par ordre public ou sûreté du pays. Comme toutefois cet article a été souventes fois appliqué avant d'être promulgué, donnons quelques exemples.

Un pasteur allemand veut expliquer à Genève, la Rome protestante, pourquoi il a cessé d'être catholique romain; les clérico-fascistes y voient une atteinte à l'ordre public et la conférence est interdite, bien que le Conseil fédéral reconnaisse, texte en mains, qu'elle ne blesse personne.

Les délégués ouvriers au B.I.T., personnages officiels, ultraréformistes, veulent exposer leur point de vue sur la semaine de 40 heures; la sûreté du pays se trouve en danger et l'assemblée ne peut avoir lieu.

Un rassemblement mondial de pacifistes bêtards, et hypocrites aussi, doit se tenir au siège de la S. d. N., avec l'adhésion de personnalités bienpensants. Des restrictions telles lui sont fixées que le Comité d'organisation le transfère à Bruxelles. Pleurs et grincements de dents chez les marchands de soupe, mais nulle protestation par discipline fasciste. Personne n'a jamais su quel ordre ou quelle sûreté pouvaient bien être menacés.

Défense aussi à de multiples orateurs étrangers de gauche de venir parler de leur pays ou de paix dans la capitale de la paix, où par contre on a été libre de manifester en faveur de la guerre à l'Abyssinie. Il est bien difficile de se rendre compte pourquoi l'ordre et la sûreté sont ou ne sont pas compromis; mais les conseillers fédéraux voient l'ordre et la sûreté surtout dans l'appui aux colonels félons et aux fascistes irrédentistes.

Cet arrêté provisoire est entré en vigueur le lendemain 4 courant, avant même que le Département fédéral de justice et police ait élaboré un projet d'arrêté fédéral urgent sur la protection de l'ordre et de la sûreté publics avec dispositions pénales et administratives, à soumettre aux Chambres fédérales lors de la prochaine session, en décembre.

Et dire que la presse immonde suisse se plaît à protester pour les atteintes à la liberté en France, alors qu'elle est en admiration pour la pleine liberté existant par contre en Italie et en Allemagne!

Tant de mensonge et d'impudence exaspère à la fin, mais ceux-là mêmes qui les relèvent n'en continuent pas moins à acheter la presse fasciste et fascistisante, et c'est cette façon de tolérer menteurs et trompeurs qui confond le plus.

Inutile d'ajouter que les mamelouks des Chambres voteront tout ce qui leur sera proposé et que par la clause d'urgence le bon populo ne sera pas appelé à se prononcer.

L. B.

PETITS PAPIERS

LE COMMENCEMENT

Au cas où le fascisme triompherait en Espagne ce sera, comme disait Dabit, le commencement, mais le commencement d'un chaos stupide et cruel.

Et les prévisions de cet écrivain populaire s'avèrent de plus en plus exactes.

L'INDESIRABLE

Le grand Spinoza disait: « L'homme n'était pas nécessaire. » Cette pensée si profonde et si pessimiste se présente à l'esprit en constatant la méchanceté la cruauté et la bêtise des hommes. Mais tout de même ils sont là, et il faudra bien arriver à un état social où les hommes ne fassent pas honte à l'humanité. Alors l'homme sera nécessaire.

LA VRAIE ROUTE

Quelle que soit la suite des événements en Espagne, l'exemple et les réalisations de nos camarades de Catalogne serviront de base.

L'organisation du travail par les travailleurs eux-mêmes est possible. Tout a été bien fait, bien ordonné. Ceci d'après des témoins absolument impartiaux. Et malgré tout, demain l'atelier remplacera le gouvernement.

LA LOI MABOULE

C'est surtout à l'approche des élections que l'on assiste à une floraison de lois. Les députés se sentent en verve; bref, c'est la saison.

Cette fois, c'est un nommé Laboule, ou Maboule, ou Duboule, je ne sais plus au juste, qui nous présente une loi sur les contrats collectifs obligatoires. Les ouvriers n'auront plus qu'à la boucler, en attendant d'être roulés, avec une apparence de légalité.

La loi Maboule ira retrouver ses pareilles. Populo ne marchera pas.

C. R.

Camarade, pour être fort et préparer ton émancipation, éduque-toi socialement.

PROBLÈME ANGOISSANT

Ces derniers temps, pas mal de niaiseries ont été écrites à propos de la guerre et de la paix. Ne voulant pas regarder la terrible réalité en face, s'obstinant à ne pas comprendre ce que devient un Etat où le fascisme a triomphé, faisant du pacifisme un absolu aussi absurde que tous les absolus, d'aucuns arrivent à cette conclusion: « La paix même au prix de l'esclavage », sans comprendre que l'esclavage signifie militarisation de toute la vie avec, comme aboutissement inévitable, la guerre. C'est pourquoi, tout en n'étant pas des « classistes » farouches, nous avons lu avec plaisir dans le Bulletin de la Ligue scolaire internationale pour la paix, en tribune libre il est vrai, cette « Lettre d'adieu »:

Chers camarades,

Me voici, moi aussi, atteint par la limite d'âge; mais avant de partir au loin, je voudrais encore vous dire quelques paroles. La place me manque pour développer toute ma pensée; il est vrai que j'ai pu le faire à notre Congrès de Bruxelles, et c'est déjà beaucoup. C'est aux militants de base que je m'adresse aujourd'hui, à ceux qui manquent parfois les réunions de groupe, à ceux qui ne font pas tout leur devoir... Mais aussi, leur a-t-on dit qu'ils avaient un devoir à remplir, un idéal à servir, un monde à créer?

Comprennent-ils que notre avenir est entre les mains des miliciens d'Espagne et que de leur victoire ou de leur défaite, sortira notre victoire ou notre défaite?!

La Révolution prolétarienne d'Espagne, c'est le premier symptôme de la Révolution universelle; le monde capitaliste est trop vieux, trop pourri, il enfante chaque jour un peu plus... de misère; il prépare à notre génération la plus gigantesque des guerres: il faut qu'il tombe!

La lutte de classes n'est pas un vain mot, il n'y a que deux patries, deux armées, il n'y a que le prolétariat et le capitalisme, au-dessus de toutes les frontières.

Camarades, là est le point de départ de toute doctrine, de toute action; quiconque ignore l'importance de la lutte de classes retarde de plusieurs siècles.

Voyez l'Espagne, plongée jusqu'au cœur dans la guerre de classes; voyez l'ouvrier, converti pour la circonstance en milicien; voyez de quelle solidarité étroite bénéficient les fascistes espagnols! Les grandes nations fascistes soutiennent habilement l'Espagne de Franco et, grâce à leur aide, nos frères d'Espagne tombent tous les jours plus nombreux; Madrid est encerclée, les miliciens reculent ou piétinent. Est-ce la fin? Non! Il faut dire non!

Ce qui tue l'Espagne, c'est cette neutralité qui couvre les agissements de Mussolini et de Hitler. Notre sort est lié à celui de l'Espagne, il faut le comprendre, il ne faut pas laisser étrangler la Révolution.

Le sacrifice des combattants de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. aurait donc été inutile? Ces hommes qui ont montré à l'histoire jusqu'où pouvait aller l'héroïsme révolutionnaire et la volonté de libération d'un peuple, tomberaient jusqu'au dernier? Ne sentez-vous pas, dans votre cœur, quelque chose se briser chaque fois que vous apprenez une mauvaise nouvelle, et que ressentirez-vous lorsque vous apprendrez la défaite finale? Du remords, sans doute...

Il ne faut pas les laisser agoniser sans secours, ils ont besoin d'armes, d'hommes, d'actions; vous me répondez que l'Europe a besoin de paix? Une belle paix, ce serait, en vérité, que celle qui succéderait au triomphe de Franco!

C'est aux ouvriers de tous les pays qu'il appartient d'agir dans le cas présent, au-dessus des frontières, les exploités doivent se rappeler que leurs intérêts sont en jeu et se préparer pour l'avenir.

A vous, mes vieux camarades, à ceux de Bruxelles, de Saint-Mandé et d'ailleurs, je demande de rester fidèles à notre cause. Prenez garde, le capitalisme et son avant-garde, le fascisme, nous préparent une guerre mondiale. Devenez donc un de ces innombrables éléments qui sapent un régime, minute par minute, et lorsque l'heure de l'action sera sonnée, n'ayez pas peur, car, en même temps, sonnera l'heure de votre délivrance.

Ayez la foi, portez dans votre cœur quelque chose qui brille, très haut, ayez le courage de vivre sans préjugés et sans hypocrisie; refusez-vous à enfermer votre cœur ardent dans la peau d'un petit bourgeois égoïste, restez jeunes malgré l'âge.

« Votre génération est sacrifiée », me disait un jour Eugène Lambert, de la Grande Réforme. Si notre génération est sacrifiée, son sacrifice ne sera pas inutile, il faut que nos enfants puissent dire: « C'est à eux que nous devons tout cela, eux qui ont souffert la guerre et la misère, eux qui sont morts pour briser le vieux monde. »

Croyez-moi, camarades, il nous faudra payer cher notre libération. Rappelez-vous que c'est « votre » combat, que ce sera « votre » victoire et ne restez pas en dehors de la lutte, car ce serait trahir!

Gilbert VILERS, 19 ans 1/2.

Un peu de tout

L'offensive du patronat français

contre les lois sociales est plus générale qu'on aurait pu le supposer. La « grève sur le tas » patronale est due à un mot d'ordre bien suivi et dont on attend un résultat tangible. En refusant les commandes, en n'exécutant pas celles qui étaient déjà acceptées, la haute industrie ne vise pas seulement à embêter le gouvernement, comme d'aucuns parmi ses chefs ont bien voulu l'avouer, mais encore et surtout à anéantir les améliorations qui lui paraissent être une atteinte à ce qu'elle considère comme un « droit divin ». C'est son chef le plus autorisé, M. Gignoux, qui a déclaré que les récentes lois sociales vont réduire la production générale et, en « diminuant l'autorité patronale », attardront fortement le travail même de l'ouvrier. Et voilà comment la conscience professionnelle des ouvriers sera amoindrie du fait de l'amélioration de leurs conditions d'existence...

Trois points principaux, avons-nous dit, forment la structure de ces fameuses lois: hausse des salaires, congés payés et semaine de quarant-huit heures. D'ores et déjà, on peut prévoir que cette dernière ne sera pas appliquée. Quant aux salaires et congés, le patronat a plus d'un tour dans son sac pour les esquiver, et c'est un luxe de sa part, qu'une façon de vouloir démontrer sa puissance, que de refuser les commandes pour atteindre le but. Il est vrai qu'on accorde à ce refus une portée plus politique qu'économique, en accreditant dans le public que si le marasme continue, c'est la faute au gouvernement de Front populaire qui empêche la confiance de renaitre.

Mais les améliorations ont reçu la consécration de la loi, et l'on constate alors que celle-ci ne peut jouer en plein parce qu'en faveur du peuple. Autrefois, les théoriciens du bulletin de vote disaient: pour obtenir des lois sociales, il faut conquérir le pouvoir. Et maintenant que ce pouvoir est conquis par quatre partis populaires on veut calmer l'impudence du travailleur qui ne réclame que ce que la loi lui accorde, en lui recommandant de ne pas troubler l'ordre — ce fameux ordre avec lequel on perpétue toutes les injustices, toutes les iniquités, et qui permet au patronat de maintenir son intransigeance et de se moquer de la légalité.

En fait, nous pouvons répéter que ce que les travailleurs français avaient obtenu par leurs propres forces, par l'action directe, est en passe d'être anéanti, d'une part par leur abandon de la direction des opérations, d'autre part par la carence gouvernementale en face de l'attitude patronale. Et malheureusement c'est un fait que toute la phraséologie des « scientifiques » politiques et économiques ne parviendra pas à diminuer.

Duplicité communiste.

Les communistes français, on le sait, font partie du Front populaire. On sait également qu'ils ont refusé d'entrer au gouvernement Blum. Ils échappent ainsi aux responsabilités que, logiquement et honnêtement, ils auraient dû partager. Mais c'est une tactique bien communiste. En effet, si l'« expérience » Blum réussissait, ils en seraient fort dépités. Si elle ne réussit pas, ils pourront toujours s'en laver les mains et se servir de cet échec pour leur propagande de parti.

A la Chambre, ils votent pour le gouvernement, alors que dans le pays ils mènent une constante campagne contre le même gouvernement, l'accusant de ne pas accomplir l'œuvre qui constitue sa raison d'être. Et selon leur habitude, ils ne s'embarrassent pas sur le choix des moyens. Cela fait évidemment le beurre de l'opposition, qui n'à qu'à puiser dans les harangues du secrétaire communiste, Maurice Thorez. La morale à tirer est toujours la même: mieux vaut avoir les communistes contre soi qu'avec soi.

Le „frère catholique”.

A Genève, au cours de la campagne électorale pour les élections au Grand Conseil, nos communistes se sont mis en frais d'une belle affiche rouge et blanche pour une proclamation aux chrétiens. Ce qui a provoqué le sourire de tous et chacun. En France, ils s'adressent au « frère catholique ».

Autrefois, Poincaré entretenait l'esprit guerrier en inaugurant hebdomadairement un monument aux morts. Aujourd'hui, non moins hebdomadairement, Maurice Thorez, entre deux attaques contre Blum, entretient la politique de la main tendue au « frère catholique ». Parfaitement. Mais le secrétaire communiste n'a plus le sens du ridicule, et au cours d'un « grand discours » il a fait l'éloge de communistes alsaciens qui, dans une usine occupée, ont fait venir un prêtre pour dire la messe à leurs « frères catholiques ». Et dans un autre discours, il a demandé aux « travailleurs catholiques » d'adhérer au parti communiste! De telles turpitudes se commentent d'elles-mêmes.

La dictature en Grèce.

Les pays balkaniques sont tous sous le régime de la dictature, cela grâce beaucoup à une propagande et à une main-mise économique de l'Allemagne sur ces pays. En Grèce, le dictateur est le général Metaxas, une sorte de caméléon qui fut tour à tour républicain et royaliste. Sa « justice » peut condamner à la prison et à la déportation « toute personne » désireuse de changer directement ou indirectement le régime actuel ». Ce qui permet l'arbitraire policier dans toute son ampleur. La censure de la presse est totale et les journaux doivent publier journellement des articles à la louange du gouvernement. Il leur est même interdit de passer quoi que ce soit sous silence, sous peine d'être considérés comme adversaires. L'huile de ricin est une pratique journalière de la police qui ne recule pas devant la torture pour arracher des aveux à ceux qu'elle arrête. Mais comme sous toute dictature, la situation économique est désastreuse et la misère du peuple s'aggrave de jour en jour. Donc, régime tout à fait digne d'être louangé par la presse bien-pensante du pays romand. ARGUS.

Eccœurants tripotages

En période électorale, vraiment on peut apprécier comme il convient les gens et leur donner leur juste valeur.

Je lis dans *La Suisse* (qui par hasard me tombe sous les yeux) une demi-page d'un grandissime discours de dernière heure du « chef unique », ramassis de belles phrases si creuses et suant une telle hypocrisie qu'on ne peut arriver à croire que des hommes sensés s'y laissent prendre.

Il commence par « Nous sommes pour les ouvriers ». N'est-il pas pire injure de dire à un ouvrier que le fameux Géo est avec lui? En ce cas, qui est contre lui, alors, personne. Si tous les partis (et ils sont nombreux) s'intéressent tant à lui, qu'ils l'annoncent tous, l'ouvrier est vraiment heureux et il n'a plus qu'à se laisser vivre.

Imperturbablement et sans rire, Géo continue: « Nous voulons avec eux le salaire minimum » (!). A la bonne heure, cette phrase est la seule du discours qui soit exacte, c'est bien là ce que ces gens voudraient obtenir pour le pauvre bougre, car sûrement ils le trouvent encore trop heureux avec son gain actuel, quand il peut travailler encore.

L'inénarrable Géo poursuit: « Nous sommes pour les ouvriers, nous leur faisons une large part dans nos rangs, non parce qu'ils sont le nombre, et qu'ils peuvent satisfaire des ambitions électorales, mais parce qu'il y a dans l'âme ouvrière plus de générosité, plus de dévouement, plus de délicatesse que chez bien des bourgeois. » En langage courant, c'est un fameux passage de mains dans les cheveux, et pour du toupet c'est un phénoménal toupet, ou je ne m'y connais plus, et je trouve que toute cette prose aurait été exacte, à la condition de supprimer le « non » et « mais » qui s'y trouvent: les idées du burlesque Géo auraient été mieux rendues.

Mais le plus fort, écoutez et tenez-vous bien: « On me dit souvent: « Les ouvriers vous haïssent », et bien, nous les aimerons assez pour les faire changer d'avis. Et quand ils nous tendent leurs poings fermés, et nous insultent, nous leur tendrons une main fraternelle par-dessus les barricades que la haine et la mauvaise foi ont élevées entre eux et nous. »

Est-ce possible, on croirait rêver! Géo est devenu tout à coup un apôtre et après avoir évolué de tous côtés, il s'aperçoit que c'est devant la classe laborieuse qu'il doit maintenant faire ses pirouettes et ses flagorneeries; quel misérable pitre vraiment parmi ses congénères. Quoi, lui, tendre une main fraternelle, misère! Quand j'ai vu moi-même, certain jour, un pauvre bougre littéralement assommé par les énergumènes aux ordres de ce coquin, pour avoir simplement levé le poing au passage de leur cortège. Où était la main fraternellement tendue?

Assez, oui, assez de mensonges: le monde croule sous eux. Montrez enfin votre vraie face, que la classe travailleuse entière sache où se tiennent les mécréants et les fieffés hypocrites qui, à travers tous leurs beaux discours, ont un rictus de haine profonde pour tout ce qui lutte et peine.

Notre désir à nous est d'en finir avec toute dictature tout court, et de mettre à la poubelle et au ruisseau celle surtout que voudrait un Géo Oltramare. M.

Enfin!

Nous lisons en manchette dans *Le Travail*:

Il faut que le fascisme sache que s'il continue à Genève ses provocations, il recevra à tout instant les leçons qu'il mérite.

Alors, quoi? Ce sont les anarchistes qui ont raison. Il faut riposter aux provocations fascistes, si l'on ne veut pas accepter sans autre le règne de la trique.

LA NON-INTERVENTION

Septic du Gutenberg croit faire de l'esprit avec quelques banales sottises à mon adresse; inutile de m'en occuper, la chose n'en vaut guère la peine. Mais il y a un point sur lequel il importe d'insister, car il cache une équivoque dont beaucoup sont victimes.

C'est ainsi qu'il est une fois de plus question d'un M. Blum qui ne se laisse pas entraîner par un penchant naturel, qui raisonne et qui résiste, parce qu'il sait bien que l'intervention dans les affaires d'Espagne c'est la guerre européenne qui éclate incontestablement.

Or, ce qui a été reproché à M. Blum, c'est d'être intervenu, et ce qui lui est réclamé est précisément la non-intervention.

France et Espagne avaient, avant le 19 juillet, des rapports réguliers à continuer, sans rien y changer, un point, c'est tout. Entre autres une convention liait les deux pays pour l'achat d'armes en France.

M. Blum, sur l'injonction des fascistes, intervient contre le gouvernement de Madrid, se refuse à laisser livrer les armes même commandées avant le 19 juillet, déchire la convention conclue par la France, prononce un véritable boycott contraire au droit international, ainsi que cela a été démontré par des juristes français de grande renommée d'une façon irréfutable.

Chacun sait la résistance qu'a rencontrée la proposition de ne plus livrer du pétrole à Mussolini l'agresseur, reconnu comme tel par la presque unanimité des Etats. Et voici qu'une mesure beaucoup plus grave est appliquée à l'Espagne qui, elle, n'a manqué en rien à ses engagements internationaux. Que cette intervention contre l'Espagne prenne fin, que les rapports entre Madrid et Paris redeviennent ce qu'ils étaient avant le 19 juillet, et cela conformément au Covenant de la S. d. N. et au droit international, voilà ce qui est à juste titre réclamé.

C'est particulièrement douloureux de voir un organe syndical faire sienne en plein la thèse fasciste.

M. Blum a violé le droit international en haine de l'Espagne, comme Mussolini, Hitler et Salazar l'ont violé en fomentant et appuyant la guerre déclenchée par les fascistes. De toute évidence, cette guerre aurait déjà pris fin sans l'aide formidable de l'Italie, de l'Allemagne et du Portugal. Chacun sait, aussi bien avec M. Laval pour la guerre d'Abyssinie qu'avec M. Blum pour celle d'Espagne, que sous prétexte d'essayer toute chance de paix tant qu'il en reste, ce sont les chances de guerre qui sont accumulées avec la course la plus criminelle aux armements.

Septic parle de déformation de son point de vue. La plus odieuse des déformations est de baptiser non-intervention l'intervention et vice-versa. Que penser, au surplus, d'un grand pays qui s'interdit de s'en tenir au droit international et au covenant de la S. d. N., en même temps qu'il reconnaît implicitement aux Etats fascistes de violer l'un et l'autre et ne dresse contre eux aucune réserve, aucun contrôle, aucune protestation?

Déjà pour l'affaire d'Abyssinie on a prétendu que sa conquête ferait de l'Italie une nation satisfaite et partant pacifique; le brutal démenti n'a pas tardé. Maintenant nous voyons une fois de plus baser la paix sur la violation et non sur l'application du droit. Certes, et nous l'avons remarqué les premiers, le Parti communiste s'est emparé de cette grave question d'une façon équivoque et contradictoire, puisque des semaines durant Blum était sommé de faire ce que Staline ne faisait pas encore. Il a compromis ainsi le bien-fondé de la réclamation espagnole reconnue enfin, officiellement, par la Russie avec trois mortels mois de retard. Les antifascistes espagnols n'ont qu'à se consoler en se disant: mieux vaut tard que jamais.

Espérons, sans trop y compter, que les incurables niais qui veulent surtout faire reposer la paix sur l'effacement devant les fascismes commenceront à en douter tant soit peu.

L. B.

Lâcheté.

Une fois de plus pour ne pas répondre d'une façon ferme et digne aux insolences d'un Mussolini, nous lisons ceci de la part des milieux anglais:

Mussolini ayant dans le passé prononcé plus d'une fois des paroles qui, destinées spécialement aux oreilles italiennes, n'ont pas eu de traduction textuelle en actes diplomatiques, le gouvernement britannique demeure fermement décidé à travailler pour faire aboutir les négociations en vue d'un accord européen basé sur les principes qui ont toujours inspiré la politique anglaise.

Rabroué de la façon la plus brutale, le gouvernement anglais parle humblement de négociations, en prétendant que ce qui vient d'être dit à son adresse ne l'était qu'à celle du peuple italien! Quelle lâcheté!

GENEVE

La réunion d'Anières.

Dimanche 1er novembre a eu lieu la réunion annuelle des délégués de l'Union des Syndicats du canton de Genève, consacrée à l'exposé et à la discussion d'un sujet d'actualité. C'est Lucien Laurat qui se trouvait chargé de nous parler de l'expérience française et de l'action de la C.G.T. Il le fit avec beaucoup de clarté et d'impartialité aussi, car, après avoir montré les bienfaits du Front populaire, il en signala toutes les faiblesses et les contradictions, tous les heurts et les dangers inévitables. Les auditeurs n'ont pas paru s'en apercevoir, mais la deuxième partie du discours ne laissait plus subsister grand-chose des espoirs qu'avait pu susciter la première.

Laurat nous a fait savoir que déjà le 11 juin dernier, dix jours seulement après l'avènement de Blum au pouvoir, le Front populaire paraissait irrémédiablement compromis. Sa remarquable souplesse parvint toutefois à sauver la situation, mais l'opposition entre petit patronat et prolétariat, entre classes moyennes et classes ouvrière et paysanne n'en persistent pas moins. Si la rupture ne s'est pas produite, c'est que la C.G.T., en cela d'accord avec le gouvernement, parvint à temps à briser les grèves. Les trotskystes, les communistes de la base en contradiction avec leurs dirigeants et les fascistes aussi furent accusés d'avoir voulu prolonger l'occupation d'usines. Il ne fut pas question de anarchistes qui, dans leurs publications, ont pourtant particulièrement insisté pour maintenir et reprendre à l'occasion les occupations.

Mais venons à quelques constatations de poids. Lien qu'elles n'aient rien, absolument rien de nouveau pour nous.

Le prolétariat de lui seul n'est pas majoritaire, d'où nécessité de s'allier aux classes moyennes et de faire machine arrière dès que leur intérêt en souffre. Impossibilité donc de faire une politique spécifiquement ouvrière. C'est ce que les anarchistes ont toujours fait ressortir.

Laurat a particulièrement insisté sur la nécessité d'une éducation économique. Nous faisons toutes nos réserves sur l'éducation livresque seule; quant à celle pratique, ne pouvant se rapporter strictement qu'à l'économie capitaliste, elle risque de déformer la mentalité socialiste. Cela soit dit tout en souhaitant que les ouvriers prennent de plus en plus connaissance des faits économiques et acquièrent des capacités administratives. Il a été aussi grandement question d'une responsabilité collective, comprise surtout dans le sens de ne rien oser en dehors des instances supérieures et de bien se garder de se mettre en grève. A Genève, la F.O.B.B. a fait, non sans quelque succès, des expériences contraires.

Laurat nous a aussi dit que les réalisations économiques ne vont pas de pair avec les succès politiques. Nous nous en sommes toujours doutés. Il nous a fait toucher du doigt les contradictions dans lesquelles est enfermé le Front populaire, dès qu'il s'agit de faire le fameux plan du travail de dirigeants autant de fermeté que de doigté. A y regarder de près l'une exclut l'autre, mais en somme, même avec la dévaluation, la reprise ne sera que passagère, d'autant plus que le grand patronat fait de son mieux pour la saboter. Et alors il faut s'attendre à plus ou moins longue échéance à une grande déception ouvrière. Penser qu'après avoir été des années durant primé et conseillé de se tenir coi, nous parait bien problématique. Les âmes déçues, au lieu de se sentir prêtes à un plus grand effort, pourraient à ce moment-là aller au fascisme. C'est ce qui s'est déjà vu ailleurs.

Laurat a aussi souligné, comme l'avait déjà fait Bakounine, que dans une alliance le point de vue des plus modérés prévaut. C'est dire en somme que sous un gouvernement socialiste l'administration de la chose publique demeure bourgeoise. Néanmoins il pense qu'il faut savoir s'en contenter, la situation ne permettant pas d'exiger davantage, et encore moins de compromettre le peu qu'on a.

La discussion n'amena pas grand-chose de nouveau. Remarquons toutefois l'intervention d'un fasciste qui s'ignore, lequel affirmait qu'après la Révolution française il avait bien fallu un Napoléon pour rétablir l'ordre! Etrange ordre que celui de quinze années de guerres incessantes, terminées par la ruine et l'invasion de la France!

Un contradictoire ayant fait allusion à la violence, Laurat en distingua deux formes: la latente et l'active. Il y a toujours violence latente par l'opposition d'intérêts, d'idées, d'influences, de dominations; cette violence devient active sous la forme fasciste, révolutionnaire ou guerrière. Tenons-nous-en à la violence latente pour le moment, en attendant le recours à la violence active par les fascistes.

Contre tout cela, il ne restait qu'à développer une conception, une éducation, une préparation et une action révolutionnaires.

Malheureusement le climat qui leur était favorable au lendemain de la guerre s'est particulièrement assombri depuis lors. N'importe que de l'ensemble de l'exposé même de Lucien Laurat ressortait surtout l'inanité des efforts du Front populaire et la nécessité d'une vague de fond permettant seule les grandes transformations sociales. C'est là qu'il faudra en venir et plus vite nous y songerons, mieux ça vaudra.

Soir d'élection.

Le Parti socialiste vient de perdre un millier de ses électeurs, ce qui en somme ne signifie rien ou presque rien. Chose étrange: en cela les orateurs socialistes mêmes paraissent d'accord dans leurs commentaires aux résultats du scrutin, dimanche soir. Parions que la veille ou seulement le matin du même jour, ils se seraient exprimés tout autrement. C'était amusant en somme que de les entendre débiter le pouvoir et en dénoncer toutes les misères, sans oublier les difficultés presque insurmontables pour obtenir le moindre résultat.

Nous avons entendu les plus fières déclarations d'intransigeance, de nous ne savons vraiment pas quelle intransigeance, puisque tous les discours roulaient sur la nécessité de satisfaire les classes moyennes, les commerçants, les artisans, les petits bourgeois en somme. Il est évident que pour satisfaire des bourgeois, même de taille petite ou moyenne, il faudra faire de la politique bourgeoise et alors en quoi pourra bien consister cette farouche décision de ne rien céder sur les principes? Lesquels? Les principes socialistes sont ceux s'adaptant à ces chers messieurs du vrai négoce et de la petite exploitation? Vraiment, c'est à ne plus rien comprendre.

La promesse faite au petit commerce de l'aider contre le grand commerce et les coopératives aussi se résout dans la décision de s'opposer à la baisse du coût de la vie. M. Duttweiler ne vend pas à perte et il n'est en somme haï que parce qu'il vend meilleur marché. Rappelons l'abandon de la réunion convoquée par son petit groupe. Ah! si l'on avait simplement dit quelques bonnes vérités à M. Musy ou à l'abbé Savoy, quels cris d'indignation n'aurions-nous pas entendus? La police qui aurait dû faire respecter le droit de réunion et de parole a laissé faire, elle aussi. Et les fascistes se sont trouvés d'accord avec les socialistes pour tout approuver.

Espérons que quelque indéfectible imbécile ne nous accusera point de soutenir M. Duttweiler. Nous nous demandons seulement pourquoi de toutes les assemblées électorales bourgeoises, celle-là seulement a été sabotée; les autres ne l'auraient-elles pas mérité autant et davantage? Les élections ont vraiment de ces mystères qui nous échappent à nous, on ne peut plus profanes en la matière, il est vrai.

La majorité socialiste gouvernementale est donc compromise; le régime va changer et c'est le retour aux affaires, aux bonnes affaires, des défenseurs au Grand Conseil et au Palais de Justice de nos Stavisky genevois.

Le corps électoral fait vraiment preuve d'une rare intelligence.

Après le scrutin.

Les élections au Grand Conseil ont donc ce qui était généralement prévu: un recul socialiste, prélude à la perte de la majorité au Conseil d'Etat. Nous n'avons guère l'intention de laisser livrer à l'arithmétique électorale, laissant cela aux intéressés directs qui, comme d'habitude, ont tous remporté la victoire, si ce n'est numériquement du moins moralement. On trouve toujours une façon de se consoler.

Une caractéristique des élections est que les pertes socialistes ont toutes été absorbées par le parti radical. L'extrême-droite, des nationaux-démocrates aux fascistes de l'Union nationale en passant par les calotins, reste sur ses positions. Un seul déplacement: Rome perd un siège au profit de Berlin, ce qui en définitive ne change rien.

Une autre caractéristique est que malgré l'augmentation du nombre des votants sur celui d'il y a trois ans, les socialistes enregistrent un déchet de mille voix. A supposer que les deux cents communistes se soient tous rendus au scrutin, le déchet serait à peu près de 1200 voix. Certes, les conditions de 1936 n'étaient plus les mêmes que celles de 1933. La Banque de Genève et le 9 novembre se sont un peu estompés dans l'esprit public. Et puis on ne gouverne pas sans créer des mécontents ou des insatisfaits.

Mais le recul socialiste a une autre cause, la principale, peut-être. L'alliance avec les communistes fut une erreur. Deux cents voix apportées à un parti qui en réunissait plus de 17.000 était quant à elle négligeable. Et ce ne pouvait de loin compenser la résistance et le refus de maints socialistes enrégimentés ou non, de voter pour une liste contenant les noms des démagogues-dictateurs qui pendant près de vingt ans n'ont eu que l'injure et la calomnie à distribuer contre tous ceux qui ne pensaient pas comme eux en général et contre les dirigeants du parti socialiste en particulier. Les dé-

magogues de jadis ont beau eu se muer en saltimbanques opportunistes, chrétiens et démocrates, ils sont toujours pris pour ce qu'ils sont en réalité par les éléments qui se refusent à être dupes d'une trompeuse « unité » et d'impudentes déclarations.

Les socialistes rentrent dans l'opposition, d'où ils n'auraient jamais dû sortir. Ils ont fait au gouvernement, disent-ils, de la bonne administration. C'est une opinion que l'on n'est pas obligé de partager, cette administration ayant toujours été faite dans le cadre bourgeois et en vue de maintenir le régime bourgeois. Du reste, il leur aurait été impossible de faire autrement. *Liberté.*

Vive l'Italie!

Samedi dernier, les jeunes fascistes de l'Union Nationale, en veine de provocation, faisaient le salut à la romaine et criaient: Vive l'Italie! — révélant ainsi le patron, le consul d'Italie, dont ils exécutent les ordres.

Vive l'Italie! veut aujourd'hui dire: A bas Genève et la S. d. N.! Le dernier discours de Mussolini ne laisse plus aucun doute à cet égard et les soi-disant patriotes au 100% se prononcent contre leur cité, ses traditions et ses institutions.

La chose méritait d'être soulignée, car elle prouve l'internationalisme, non pas de bon aloi et fraternel, mais traître et sanglant de ceux qui s'intitulent faussement les « nationaux ». Faut-il faire ressortir que ce qu'ils ont le plus jugé digne de leur appui et de leur entière approbation, ce sont deux sanglantes guerres d'agression faites en violation du Covenant de la S. d. N.? En cela, ces Messieurs du Conseil fédéral n'ont vu aucun danger pour la sûreté intérieure ou extérieure. Ces dangers ne sont-ils pas implicitement acceptés par le fait même que l'on prépare la population à l'idée de gaz? De quelle monstrueuse hypocrisie ces messieurs du Palais fédéral ne font-ils pas preuve?

Défense passive.

Une exposition pour la défense passive des bombardements aériens vient d'avoir lieu à Genève. Nous ne l'avons pas visitée et voulons simplement parler de l'affiche illustrée qui lui a servi de réclame. Elle représente la ville de Genève, survolée d'un avion qui a déjà laissé tomber une torpille explosive et asphyxiante. C'est l'aboutissement prévu de la civilisation chrétienne et de l'ordre capitaliste, du régime d'autorité, du triomphe des valeurs spirituelles.

Une telle affiche est œuvre de cynisme ou d'inconscience, ou des deux à la fois. Car, enfin, chacun sait que ce ne sont pas les bolchevistes, ni les gens des fronts populaires d'Espagne et de France qui viennent lancer ces engins sur Genève. Ce n'est pas le marxisme ou l'anarchisme non plus qui les ont préconisés et fabriqués. Ce sont donc bien les gens de ces hautes classes dirigeantes qui sont en ce moment de l'humanité, alors qu'ils lui préparent la plus terrible catastrophe, dont nous avons vu les premiers aperçus en Abyssinie et en Espagne, dus à ces Etats fascistes, Allemands et Italiens, que la Suisse prend de plus en plus pour modèles.

FASCISTISATION

Lorsqu'on discute avec des citoyens d'autres pays, on entend souvent vanter la Suisse comme étant « la plus vieille démocratie du monde », le « pays de liberté ». Tant il est vrai que les légendes ont la vie dure!

Aussi nos interlocuteurs tombent de haut dès qu'ils sont en contact avec les réalités helvétiques et ont beaucoup de peine à comprendre la mentalité qui existe au Palais fédéral.

Certes nous ne sommes pas de ceux qui dénoncent comme fascistes tous ceux ou tout ce qui est différent de notre point de vue.

Comme d'ailleurs nous ne voulons prendre comme critère en fait de comparaison les régimes mussolinien et hitlérien.

« La Suisse ne doit pas adopter les formules qui triomphent à l'extérieur », proclament les augures.

Fort bien. Mais alors nous sommes obligés de constater qu'en comparaison des anciennes époques libérales, la Suisse actuelle restreint considérablement, sinon détruit les libertés populaires.

Or qu'est-ce que le fascisme sinon l'étranglement de la liberté?

A l'appui de notre affirmation selon laquelle « la Suisse poursuit sa fascistisation », nous rappelons les décisions fédérales annulant les droits et libertés de réunion, de parole et d'opinion.

L'arrêté fédéral du 25 août était déjà un véritable acte d'hostilité ouverte à l'égard de l'Espagne républicaine. Des sanctions de six mois de prison et 10.000 fr. d'amende sont prévues pour quiconque participe aux événements espagnols.

Voici maintenant l'arrêté fédéral du 4 novembre que nous citons entièrement dans un autre article de ce même numéro, arrêté aggravant indiscutablement le précédent.

En fait cela ne nous change guère. Il y a longtemps que nous avons constaté le sabo-

tag des envois à nous adressés par nos camarades de France et d'Espagne.

Les lecteurs suisses de l'*Espagne antifasciste* et de la *Calotte* en savent quelque chose.

De plus, le Conseil fédéral ne se contente pas de ces mesures dites « de détail » et il a chargé le Département de justice et police de préparer un arrêté urgent sur la protection de l'ordre et de la sûreté publics. Les Chambres en seront saisies à la session de décembre encore.

Ainsi, selon la formule de Mussolini, le gouvernement suisse ne craint pas de piétiner la déesse Liberté.

Nous verrons l'attitude de tous ceux qui ont plein la bouche du mot démocratie, car enfin la démocratie ne doit pas accorder la liberté uniquement aux étrangleurs de cette liberté.

Or le Conseil fédéral qui prend prétexte de la dictature bolcheviste pour frapper les partisans de celle-ci, se trouvera bientôt au même niveau que Staline, Mussolini, Hitler et Franco.

Il serait nécessaire que certains démocrates confirment que la liberté de marcher au pas cadencé n'a rien à voir avec les principes démocratiques.

La démocratie ne devient qu'une sinistre farce lorsqu'elle entrave toute évolution vers le mieux. Or cette évolution ne peut être réalisée que d'après la formule d'origine de la démocratie selon laquelle les libertés doivent sans cesse être accrues.

Un régime sans liberté d'expression, dans lequel les citoyens sont soumis à la synchronisation, c'est la tyrannie.

Et les vrais démocrates devraient toujours se souvenir de la Déclaration des Droits de l'Homme, affirmant qu'il faut défendre la liberté. L'insurrection est le plus sacré des devoirs.

Il serait peut-être pas nécessaire d'aller aussi loin, si tous ceux qui s'affirment pour la démocratie, pour la liberté, faisaient immédiatement la campagne nécessaire pour faire comprendre au Conseil fédéral qu'il est déjà allé trop loin sur la voie de la fascistisation. Mais le temps presse.

L. TRONCHET.

Après le discours de Mussolini.

Bien entendu, MM. Blum et Delbos devaient faire preuve de platitude à l'égard de Mussolini et ils font déclarer par la presse:

Dans ces circonstances comme dans toutes celles qui se sont présentées depuis le début de l'affaire abyssine, la France a toujours fait preuve de l'esprit le plus amical vis-à-vis de l'Italie. Le discours de Milan ne semble pas correspondre à une telle attitude.

Au sujet du libellé des lettres de créance du nouvel ambassadeur de France à Rome, une querelle des investitures semble s'être instituée, le gouvernement de Rome voulant que l'ambassadeur de France soit accrédité auprès du roi d'Italie, empereur d'Ethiopie, ce qui serait une reconnaissance indirecte de la conquête italienne en violation des obligations du pacte de la S. d. N.

Le gouvernement français ne veut pas attacher à ces difficultés plus d'importance qu'elles n'en comportent et il espère qu'il y a là une situation passagère à laquelle les événements futurs porteront d'eux-mêmes remède et permettront un développement favorable obtenu par l'accord de toutes les puissances intéressées.

Ainsi, pour plaire à M. Mussolini, le gouvernement français se déclare déjà prêt à céder à toutes ses exigences et à violer une fois de plus le pacte de la S. d. N., après avoir solennellement déclaré vouloir « le pacte, tout le pacte, rien que le pacte ».

A remarquer qu'avec cela et de toute évidence, la France n'obtiendra rien de l'Italie, mais il y a depuis Briand chez ses hommes d'Etat un besoin maladif d'aplatissement devant les fascistes. Le coq gaulois n'est plus qu'un chapon mouillé.

M. Roosevelt est réélu.

La bonne presse antifasciste voit sa victoire dans cette réélection et nous ne voulons pas la contredire; mais enfin il reste encore, chiffre officiel, onze millions de chômeurs et rien ne permet d'espérer pour le moment qu'ils puissent retrouver une occupation. Et alors il faut en conclure que même si M. Roosevelt est de beaucoup préférable à son concurrent Landon, la preuve est dûment faite que la crise ne trouve pas de solution et le chômage de réabsorption. Et alors il faudra pourtant chercher autre chose que la réélection de cet excellent Roosevelt. Disposant de moyens tels que personne au monde n'aurait en dispo-

sition, il vient d'échouer dans sa tentative de rétablir un régime normal, même entendu dans le sens capitaliste. Cela nous paraît devoir décourager tous ceux qui rêvent de plans du travail dans le cadre de la société capitaliste. Si l'homme qui dispose de plus de capitaux, de matières premières, de techniciens, d'agencements, de territoires, de céréales, de tout en somme sur un pays faiblement peuplé n'a pas réussi, ne faudra-t-il pas, une fois pour toutes, envisager de briser révolutionnairement le dit cadre? Comment répondre autrement que par l'affirmative?